

Dennis O'Grady un courtier à contre-courant

Bassin versant de la Nation Sud, en chiffres :

- Longueur de la rivière : 175 km
- Territoire : 3 900 km²
- Population : 11 000 personnes
- Nombre de fermes > 1 000
- 15 municipalités



Texte et photos par Nicolas Mesly

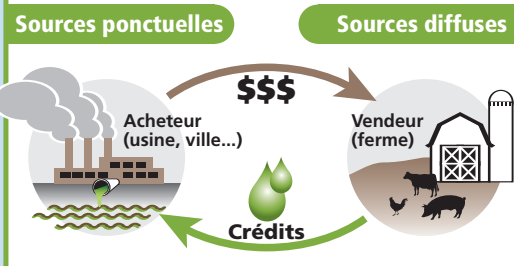
Au lieu d'accuser les agriculteurs d'être « des pollueurs », des municipalités dont certaines s'abreuvent en eau potable dans la rivière de la Nation Sud, en Ontario, payent les producteurs agricoles pour de meilleures pratiques culturales! Les maires font appel à Dennis O'Grady, un courtier « vert » qui « purifie » la rivière grâce à un nouvel outil controversé : les crédits de phosphore.

Qu'est ce qu'un crédit de phosphore?

- Une quantité de phosphore à réduire ou son équivalent en kilogramme.
- Les crédits sont générés par une source ponctuelle, c'est-à-dire, toutes entreprises, municipalités, ou villes qui éjectent une quantité d'eau usée mesurable au bout d'un tuyau et dont la qualité est supérieure aux normes exigées.
- Les crédits sont aussi générés par des sources diffuses, comme les entreprises agricoles, qui adoptent des pratiques agricoles supérieures au rejet de phosphore permis.

Comment s'échange ces crédits?

- De façon volontaire.
- Les émetteurs dont les coûts de contrôle de pollution sont plus élevés peuvent acheter des crédits de phosphore auprès de sources qui ont des coûts de contrôle moins élevés.

Marché de crédits de phosphore

Le maire de Casselman, Conrad Lamadelaine, déborde d'ambition pour son village de 3500 habitants qui longe la rivière Nation Sud et borde l'autoroute 417 entre Montréal et Ottawa, en plein cœur du bassin agricole de l'est de l'Ontario. La construction d'un nouveau projet domiciliaire de 600 maisons et d'un centre commercial de vingt magasins est prévue pour cette année. L'arrivée bénie de ces nouveaux citoyens représente plus de revenus en taxes mais elle signifie aussi plus d'égout à traiter. Et une demande accrue d'eau potable! Plusieurs villages déversent leurs eaux usées dans la rivière Nation Sud en amont de la station de pompage d'eau potable de Casselman. La note est salée : 12,5 millions \$ pour un système complet de traitement d'eau répondant aux exigences gouvernementales et capable de desservir un jour... 9000 habitants! Car le maire rêve même d'un train de banlieue reliant la capitale nationale au village. « Pour réduire la facture, nous avons acheté environ 1000 crédits de phosphore au coût de 385 000 \$ auprès de la Conservation Nation Sud. Grâce à ce système on a fait économiser près d'un million \$ à nos contribuables et tout le monde bénéficie d'une amélioration de la qualité de l'eau », estime l' élu municipal.

UN PLAN POUR GUÉRIR LES RIVIÈRES

Un crédit de phosphore est une unité de réduction de cet élément mesurée en kilogrammes. L'achat de ces crédits de phosphore par les municipalités du bassin versant de la rivière Nation Sud est un projet pilote du ministère de l'Environnement de l'Ontario. Ce dernier a instauré, en 1998, un plan de gestion totale du phosphore (GTP) pour tenter de guérir les rivières de la province atteintes ou les prévenir d'une maladie mortelle appelée « eutrophisation ». Stimulées par un apport excessif de phosphore, les algues poussent dans l'eau comme une immense chevelure verte qui asphyxie toute vie.

Dans le cadre de ce projet, l'entente entre le gouvernement ontarien et les municipalités du bassin versant est la suivante : pour chaque kilogramme de phosphore additionnel déversé au bout de leurs tuyaux d'égouts, elles doivent enlever quatre kilogrammes de cet élément

provenant de sources diffuses. Et pour implanter ce mécanisme, les autorités ontariennes ont retenu, en 2002, les services d'un courtier bien particulier, Dennis O'Grady, directeur général de la Conservation de la Nation Sud (CNS), un des premiers courtiers en services environnementaux au monde! « Quand on sait qu'en Amérique du Nord, 90 % du phosphore provient de sources diffuses, c'est beaucoup plus économique de cibler ces sources que de construire une nouvelle usine de traitement d'eau potable ou d'eau usée », explique ce fils de producteurs de tabac originaire du sud de l'Ontario.

TOUT LE MONDE DANS LE MÊME BAIN!

Avec l'argent des crédits de phosphore récolté auprès des municipalités participantes au Programme d'assainissement de l'eau de la rivière Nation Sud, M. O'Grady se tourne vers les agriculteurs. Et il cofinance une panoplie de projets de bonnes pratiques culturales (BPC) à la ferme qui vont de la construction d'une fosse à lisier à l'érection d'une clôture pour empêcher l'accès du bétail à la rivière ou encore à l'implantation d'une bande riveraine ou au traitement des eaux de lavage d'une laiterie. Toutefois, souligne-t-il, les sources de pollution sont loin d'être confinées à l'agriculture! « Les terrains de golfs, les pelouses des résidents, le sel mis sur les routes, les entreprises... quand il s'agit de dépolluer le bassin versant de la Nation Sud, tout le monde est dans le même bain! »

Dans sa trousse d'opération, Dennis O'Grady cofinance également la réparation d'une fosse sceptique d'un propriétaire de chalet, la fermeture d'un puits artésien, ou encore fournit de l'aide financière pour améliorer l'entreposage de carburants ou de produits chimiques d'une entreprise. De 1993 à 2006, la CNS a octroyé 1,8 million \$ pour financer 520 projets dont la valeur totale frise les 7,5 millions \$. L'organisme de conservation estime avoir réduit à 12 000 kilos par année la quantité de phosphore déversée dans la rivière Nation Sud.

UN BARRAGE DE PROTESTATIONS

Toutefois, M. O'Grady a plongé en eaux troubles dès qu'il a voulu instaurer cet échange de crédits de phosphore dans le bassin versant de la

Nation Sud. Les critiques acerbes jaillissent à la une des médias régionaux comme quoi, « les municipalités se déchargent de leurs responsabilités en payant les cultivateurs ». Si bien que le courtier « vert » a dû retarder de six mois l'implantation du projet et faire table rase pour gagner l'opinion publique. Comment? D'abord, en assurant que « la transparence » du système de crédits de phosphore repose sur un appui scientifique inattaquable. Ensuite, en arbitrant des centaines d'heures de réunions « de cuisine » entre opposants et partisans du projet.

Les crédits de phosphore ne relèvent pas de formules mathématiques dignes d'Einstein, explique M. O'Grady, qui détient un MBA de l'Université Western. « On sait exactement combien de kilogrammes de phosphore produit un élevage de 40 vaches, un poulailler de 1000 poules, un élevage de 2000 porcs ou encore une famille de quatre personnes ou un village de 10 000 habitants. » Ces calculs, établis avec le concours de pairs scientifiques. M. O'Grady estime à 4000 \$ le kilo de phosphore traité par une usine de haute technologie alors qu'il en coûte en moyenne 375,00 \$ le kilo, frais d'administration de la CNS inclus, pour éliminer le phosphore des sources

diffuses. « Le contribuable, qu'il soit citadin ou cultivateur, y trouve son compte car nous ne sommes pas une monstrueuse et coûteuse bureaucratie », dit celui qui gère une quarantaine de personnes au quartier général de la CNS, situé à Berwick, un petit village de 400 habitants juché près de la rivière Nation Sud.

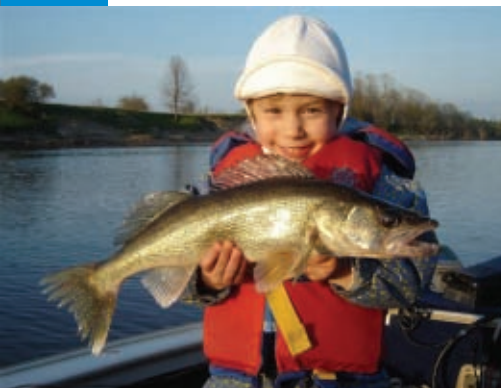
LA CONCERTATION, LA CLÉ DU SUCCÈS

« La misère qu'on a eue pour implanter ce programme de crédits de phosphore. C'est là qu'on a vu que les liens entre les producteurs et les villageois étaient coupés! Du côté des producteurs, certains étaient contre alors que leur mère ou un de leur frère vivait au village! » se rappelle Denis Perreault, producteur laitier et président du Comité de la qualité de l'eau de la CNS depuis 2003. « On a invité nos plus forts critiques à la table et depuis, ils sont nos meilleurs avocats. On a toujours été les gardiens de l'eau et de la forêt, mais faut pas se le cacher, le manque d'argent en agriculture nous paralyse. Au lieu du bâton, on arrive avec la carotte et l'éducation. »

Les subventions octroyées par la CNS, 10 000 \$ dans le cas de la construction d'une dispendieuse fosse à lisier, sont souvent le coup de pouce nécessaire pour mettre en branle un projet. Différence

Denis Perreault, producteur laitier près du village de Navan et président du Comité de la qualité de l'eau de la CNS.





Fany Leduc,
fille de Martin Leduc,
un pêcheur professionnel,
est fière de son doré!

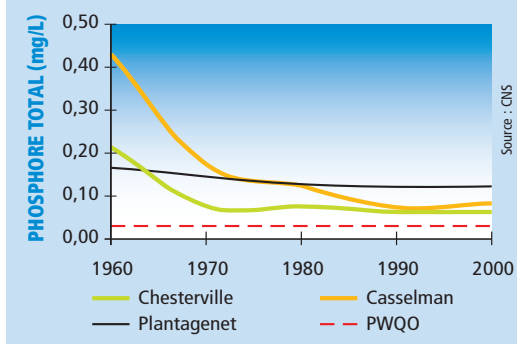
notable avec le Québec toutefois, les octrois ne sont alloués que pour régler des problèmes qui causent déjà des dégâts environnementaux : « Un producteur de 60 vaches qui a une vieille fosse défectueuse et qui veut agrandir à 80 vaches, obtiendra du financement seulement pour la partie de 60 vaches. Et on ne finance pas la construction d'entreprises neuves parce que c'est du *business as usual*. » Autre exemple, un producteur peut recevoir des compensations monétaires pour les pertes de superficies de cultures lors de l'établissement de bandes riveraines mais celles-ci doivent être au minimum de 5 mètres, alors qu'au Québec cette norme varie entre un et trois mètres selon la taille des cours d'eau. Le programme d'amélioration de la qualité de l'eau de la Nation Sud est à ce point populaire que plusieurs demandes sont refusées chaque année, ce qui ne fait pas toujours des heureux. « Faute de sous, nous devons y aller par ordre de priorité et régler les problèmes des plus gros pollueurs », indique Denis Perreault.

LA CNS, GÉRÉE COMME UNE COOPÉRATIVE

« Le conseil d'administration de la Conservation Nation Sud est formé de 13 élus municipaux. Nous sommes gérés par des gens locaux, comme une coopérative. Et tous nos projets doivent être approuvés par la majorité », poursuit M. O'Grady. La source du financement de la CNS est entérinée par une loi provinciale qui oblige les municipalités du bassin versant de la Nation Sud à financer l'organisation née en 1947. Son budget annuel oscille entre 2,5 et 3 millions \$. La Ville d'Ottawa, qui fait partie du bassin versant, contribue à plus de la moitié du budget de la CNS en raison de l'importance de sa population.

L'ÉTAT DE LA NATION

« Il est difficile de dire si l'état de la rivière Nation Sud s'est nettement amélioré. En tout cas, il s'est stabilisé! Et on verra les résultats concrets dans 10 ou 20 ans », explique Ian Ockenden, spécialiste en ressources hydriques à la CNS. L'expert prélève des échantillons d'eau en 13 points précis le long de la rivière Nation Sud plusieurs fois par année. Graphique à l'appui, celui-ci peut comparer l'état de la rivière de 1960 à 2000. La concentration de phosphore a diminué de façon draconienne dans les années 60-70 parce que les quatre princi-



aux villages bordant la rivière ont fait construire des usines de traitement d'eaux usées à une époque où « le gouvernement ontarien avait de l'argent ». Selon M. Ockenden, l'arrivée de nouveaux détergents sans phosphates sur le marché jumelé à de meilleures pratiques culturelles contribuent à l'état de santé stable de la rivière. Quant aux nitrates, le plus commun des polluants, responsables de la maladie du « bébé bleu », son taux de concentration est bien en dessous de la norme provinciale.

Par contre, les taux de coliformes fécaux frisent la norme permise pour la baignade et autres activités récréatives. « Quand il pleut, tout est dilué. Mais s'il manque d'averses, les concentrations sont plus fortes, explique Ockenden. Nous n'avons pris que deux mesures du taux de coliformes en deux ans. C'est notre point faible. Nous devons envoyer ces échantillons à Toronto qui se dégradent pour des raisons techniques. Il faudrait avoir un labo dans la région. » Selon un porte-parole du ministère de la santé de l'Ontario, les municipalités bordant la Nation Sud n'ont pas émis d'avis de faire bouillir de l'eau avant consommation depuis l'instauration du programme d'échange de crédits de phosphore.

« LA PÊCHE N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI BONNE! »

C'est ce que soutient Martin Leduc, pêcheur professionnel et résident de Plantagenet, un des deux villages avec Casselman à puiser son eau potable dans la rivière Nation Sud. « Notre problème est la turbidité de l'eau, elle coûte chère à traiter à cause des glissements de terrain. Quand cela se produit, c'est une catastrophe écologique! » La turbidité d'une rivière est ce que le smog est à l'air. La rivière Nation Sud est parfois couleur café à cause de la particularité du sol, un mélange friable de glaise et de sable. L'un de ces glissements de terrain a d'ailleurs emporté le village de Lemieux en bordure de la rivière en 1993. Heureusement le village avait été déménagé avant l'événement et l'incident n'a pas fait de victimes.

« On a travaillé avec la Conservation Nation Sud pour nettoyer les frayères et il y a aujourd'hui une population record de dorés. Depuis cinq ans on voit des loutres, un animal très sensible à la pollution! soutient Martin Leduc. Nos brochets et



Depuis le drame de Walkerton, où 7 personnes ont péri après avoir bu de l'eau contaminée au E. Coli, la responsabilité de l'entretien des usines d'eaux potables et usées relève de l'Agence ontarienne des eaux (AOE).

Blair Anderson, gestionnaire des opérations à l'AOE, vérifie les opérations de l'usine du village de North Dundas le long de la Nation Sud.

dorés sont comestibles trois fois par semaine contrairement aux avis du ministère de la Santé qui recommande de ne manger du poisson du Saint-Laurent qu'une fois par semaine. » Ce dernier croit que le programme de crédit de phosphore de la CNS a aidé à améliorer la qualité de l'eau de la rivière : « On voit la différence dans l'eau entre une ferme qui empêche l'accès du bétail à la rivière et l'autre non parce que les animaux y font tomber des sédiments. »

UN PERMIS POUR POLLUER?

Toutefois, selon un des maires interviewés le long de la rivière Nation Sud, qui désire garder l'anonymat, le système d'échange de crédits phosphore est une licence pour polluer tant pour les municipalités que pour les entreprises, un peu « comme un meurtrier s'en tire sans condamnation de prison ».

Les représentants des deux plus grosses entreprises situées le long de la Nation Sud assurent que leurs rejets dans la rivière sont conformes aux normes de phosphore établies par le ministère de l'Environnement de l'Ontario. Steve Wilson, gérant général de la laiterie Parmalat, située à North Dundas, indique ne pas avoir eu besoin de recourir aux crédits de phosphore, mais que la multinationale a versé 250 000 \$ à la CNS depuis 1998 à titre de « corporation dotée d'une éthique environnementale ». Par ailleurs, la coopérative Fromage St-Albert, se déclare aussi en règle avec le MEO et ne pas avoir eu besoin de recourir à l'achat de crédits de phosphore. La coopérative a cependant fait un don de 21 000 \$ à la CNS depuis les trois dernières années : « Nous considérons que cet argent retourne dans la poche des producteurs », indique le directeur général, Réjean Ouimet.

MIEUX QUE DE NE RIEN FAIRE

Le ministère de l'Environnement de l'Ontario reconnaît que le programme d'échanges de crédits de phosphore n'est pas parfait. « Il ne règle pas tous les problèmes. Mais il a le mérite de réunir les différents acteurs autour d'une même table et d'être proactif en cette période de restriction budgétaire », explique Conrad De Barros.

Le porte-parole du MEO indique toutefois qu'il n'est pas question de répliquer l'expérience de la Conservation Nation Sud aux 35 autres organisations de conservation semblables situées dans les autres bassins versants de la province. Pour des raisons techniques d'abord : « Toutes les municipalités de la Nation Sud ont des bassins de rétentions des eaux usées. Ceux-ci servent de soupape de sécurité au printemps et à l'automne lorsque les fortes pluies risquent de provoquer un déversement dans la rivière. Ce n'est pas le cas ailleurs. » Mais si le système d'échange de crédits de phosphore est aussi difficile à reproduire dans d'autres bassins versants, c'est aussi en raison de « l'extraordinaire capacité de concertation des principaux acteurs de la CNS ».

Selon Denis O'Grady, dans l'actuel environnement commercial, la société canadienne y trouverait son compte en payant les producteurs agricoles pour de meilleures pratiques culturelles en vue d'assainir un bassin versant. « Les États-Unis versent chaque année des milliards de dollars de subventions « vertes » à leurs producteurs. Et celles-ci sont dans la mire de l'OMC. Nous, on aide nos producteurs sans appeler ces octrois des subventions. » Le courtier ontarien est d'ailleurs la coqueluche de la très puissante Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) qui ne manque pas une occasion de l'inviter sur ses tribunes. ■

Mort sur le Mississippi

Soupe toxique dans le Golf du Mexique

Chaque année, la zone de pêche la plus prolifique des États-Unis, le Golf du Mexique, se transforme en une soupe toxique. Selon un rapport de l'Environmental Working Group (EWG), les grands coupables sont un petit nombre d'agriculteurs du bassin versant du Mississippi, l'artère qui irrigue le cœur agricole et commercial du pays. Ces fermiers déversent chaque printemps près de 400 millions \$ en valeur d'engrais azoté.

Depuis 10 ans, la très puissante agence environnementale américaine (EPA) tente d'établir un marché volontaire de certains polluants entre les sources de pollution ponctuelles et les sources diffuses pour améliorer la qualité des cours d'eau de la première économie mondiale.

Entreprises, municipalités, villes déversent chaque jour des millions de tonnes de déchets facilement mesurables au bout de leurs tuyaux d'égout. Ces « pollueurs » ont deux choix pour se conformer aux normes du Clean Water Act (Loi sur la qualité de l'eau) plusieurs fois amendé depuis sa création en 1972. Le premier : investir dans une dispendieuse usine de traitement de haute technologie. Ou le second : acheter des crédits de polluant auprès de sources non ponctuelles, notamment des agriculteurs. Un crédit de polluant équivaut à un nombre de kilos de nitrate ou d'équivalent en phosphore. En adoptant de meilleures pratiques culturales, les producteurs agricoles retirent ces surplus de kilos d'engrais mortels des cours d'eau.

Pour les entreprises, c'est une façon économique de gagner son ciel tout en ne touchant pas au droit sacré de faire des affaires. L'EPA parie sur un « marché de la pollution » pour guérir ou stabiliser l'état du Mississippi et des 3500 rivières, lacs, et baies contaminés par l'apport excessif d'engrais. L'objectif visé : créer une bourse où se transigerait le prix d'un kilo d'azote ou d'équivalent phosphore comme se transige un boisseau de blé ou une fesse de porc à Chicago.

Mais cette bourse tarde à voir le jour. « Il y a un manque de volonté politique. Pourtant, ça n'a pas pris 10 ans pour diminuer les émissions de pluies acides de 40 % grâce à un tel système d'échange! Et sous Kyoto, le marché mondial des crédits de carbone valait plus de 11 milliards \$US en 2005 », lance Paul Faeth, directeur général, jusqu'à tout récemment, du World Resources Institute.

Un des grands coupables de la pollution des eaux américaines est le manque d'écoconditionnalité du Farm Bill américain. « Les contribuables payent 500 \$ la pollution par les engrais à travers les programmes de subventions aux commodités pour chaque dollar qu'ils dépensent pour la prévenir », stipule le rapport de l'EWP.

Les fermes réparties sur 15 % des terres du bassin versant du Mississippi sont responsables de 80 % de la pollution agricole printanière qui se déverse dans le Golf du Mexique. Elles se situent dans des comtés spécifiques de cinq États du grenier américain : l'Illinois, l'Iowa, l'Indiana, l'Arkansas et le Missouri. De 1995 à 2002, ces producteurs, principalement de maïs, ont encaissé 11,4 milliards \$US de subventions alors qu'ils n'ont touché qu'à 22,5 millions \$US en paiements d'amélioration de la qualité de l'eau.

Le Farm Bill 2002, quant à lui, aura été le plus généreux de son histoire envers les producteurs des cinq commodités reines (maïs, blé, coton, sucre, soya) avec un paiement record de 21 milliards \$ seulement pour l'année 2005! Plusieurs

associations de producteurs américains demandent que le prochain Farm Bill 2007 prenne un virage vert*. Mais au lendemain du discours de la Nation du président Bush en janvier dernier, le sénateur démocrate Tom Harkin, de l'Iowa, qui préside le Comité du Sénat sur l'agriculture, l'alimentation et la forêt, applaudissait le Texan pour sa vision de l'Amérique « qui mise sur le maïs et le soya et pas sur les champs pétroliers de Moyen Orient pour assurer son avenir énergétique ».

Certains observateurs prédisent que le Farm Bill 2007 sera sans doute moins généreux envers les producteurs de commodités simplement à cause de l'état des finances publiques. Mais il n'est toujours pas question de principes d'écoconditionnalité inspirés du modèle européen dans l'attribution de ces subventions. Et même la menace de représailles à l'OMC semble couler comme de l'eau sur le dos d'un canard. Quant au 2 milliards \$US exigés par les environnementalistes pour protéger et restaurer 10 millions d'acres de marécages et de plaines inondables qui servent de filtre aux effluents agricoles, ils risquent d'être sabordés.

« Aux États-Unis, il appartient à chaque État d'instaurer un marché de la pollution. Mais il y a beaucoup d'intérêts en jeu, surtout si vous êtes un élu provenant du Corn Belt, explique une représentante de l'EPA. Si nous avons des dents légales pour poursuivre les auteurs de pollution de sources ponctuelles, nous ne pouvons rien contre les pollueurs de sources diffuses. C'est un gros trou dans notre Clean Water Act! » La création d'une bourse américaine d'échange de crédits de polluants pour améliorer la qualité de l'eau ne risque pas de faire surface de sitôt. Poissons du Mississippi et crevettes du Golf du Mexique risquent de nager le ventre à l'air encore longtemps. ■

* Farm Bill 2007 : les agriculteurs américains pourraient prendre un virage vert, Nicolas Mesly, *Le Coopérateur agricole*, juillet-août 2006.




PHOTO - VILLE DE NEW YORK (PC)

New York paye des producteurs agricoles pour protéger son eau potable!

Six milliards \$US! C'est le coût d'une usine de traitement d'eau à la fine pointe de la technologie pour étancher la soif des quelque 9,1 millions de New-Yorkais. Cela n'inclut pas l'entretien dont le coût annuel est de 300 millions \$US. Grâce à une dérogation de la puissante Agence de protection environnementale américaine (EPA) les autorités de la mégapole ont pu choisir une solution naturelle beaucoup moins dispendieuse pour s'approvisionner en eau pure. Elles paient les producteurs agricoles situés dans les deux grands bassins versants qui alimentent la rivière Hudson, le principal aqueduc de la grosse pomme. Quelque 600 fermes sont encouragées et ont accès à divers programmes de meilleures

pratiques culturales administrés par le Watershed Agricultural Council pour réduire, entre autres, les déversements de phosphore dans la nature.

Pour protéger leur grand filtre hydrologique, les autorités new-yorkaises se sont aussi dotées d'un portefeuille de 250 millions \$US pour acquérir un potentiel de 141 641 hectares (350 000 acres) de terrain privé dans cette zone. Pas question de construire un Wal-Mart ou des développements domiciliaires sur ces terres fortement prisées par les spéculateurs! À ce jour, la ville de New York a acquis 22 663 hectares à des fins de conservation et d'agriculture durable. 

Pour en savoir plus : www.nycwatershed.org